

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19921 - 77ÈME ANNÉE

Blocage des usines sucrières du Gol et de Bois-Rouge : les planteurs refusent travailler à perte au profit de Tereos et se mobilisent pour leur survie

Les planteurs mobilisés pour sauver la filière canne-sucre-rhum-énergie



72 heures après la conférence de presse de la CGPER, les planteurs sont passés à l'action hier en bloquant les deux usines Tereos : c'est la grève de la coupe. Les planteurs sont contraints de cesser le travail pour se faire entendre car l'origine de leurs difficultés vient des variétés de canne à sucre qu'ils doivent cultiver et d'une formule de calcul du prix qui ne prend pas en compte les gains de productivité

de l'industriel et la hausse des coûts de production des planteurs. La CGPER demande l'envoi au plus vite d'une mission d'inspection du ministère de l'Agriculture pour faire toute la lumière sur ce système opaque qui ruine les planteurs au profit d'une entreprise extérieure à La Réunion. Une réunion de tous les acteurs concernés par la filière canne s'impose dans les plus brefs délais afin que tous

mettent carte sur table et réfléchissent à une stratégie permettant de faire de la canne à sucre l'or vert du développement durable de La Réunion.

Les planteurs sont passés à l'action hier 72 heures après une conférence de presse de la CGPER dénonçant la stratégie permettant à Tereos de payer les cannes moins chères aux planteurs à cause de sa mainmise sur la créa-

tion variétale et en raison d'une formule de calcul du prix vieille de 40 ans. Depuis hier matin, c'est la grève de la coupe : plus aucune canne à sucre ne rentre dans les usines Tereos du Gol et de Bois-Rouge. La direction de la CGPER était présente hier matin au Gol où elle a rencontré la presse.

Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, rappelle que la richesse moyenne en sucre des cannes livrées depuis le début de la coupe est inférieure d'un point à moyenne observée. Cette richesse est le taux de sucre contenu dans la canne. Depuis que Tereos a racheté les deux usines sucrières de La Réunion, cette société est également propriétaire du centre de recherche sur la canne à sucre où sont mises au point les nouvelles variétés qui seront cultivées par les planteurs.

Cela a conduit à la diffusion de variétés de cannes mixtes, visant à augmenter la quantité de fibre présente dans la plante sans diminuer la quantité de sucre qu'elle contient. La canne à sucre est plus lourde, il est possible d'en tirer 15 % d'énergie supplémentaire. Mais comme sa masse augmente, le taux de sucre diminue. Et c'est ce taux de sucre plus faible qui est à l'origine des richesses plus basses avec un répercussion à la baisse sur le prix d'achat de la canne payé par Tereos.

Au début de chaque campagne sucrière, Tereos verse une avance de démarrage d'un montant de 30 euros par tonne de canne livrée. Avec la formule de calcul appliquée aux cannes mixtes, il n'est

alors pas étonnant que le prix de vente soit inférieur à l'avance de démarrage. Autrement dit, les planteurs doivent de l'argent à l'usinier.

Le blocage des usines se poursuit donc, des négociations sont prévues aujourd'hui.

Transparence nécessaire

Les planteurs ont décidé fort justement de taper du poing sur la table. Cette affaire illustre le problème de fond de cette filière : le manque de transparence et le contrôle total de Tereos sur la transformation et aussi sur la production de matière première. Sans avoir à prendre le risque de cultiver la canne à sucre, Tereos réussit le tour de force d'imposer de fait aux planteurs de faire pousser des cannes à sucre destinées à augmenter ses profits en s'appuyant sur une formule de calcul que Tereos maîtrise parfaitement afin d'y trouver la faille pour acheter la canne encore moins cher.

L'année prochaine, une nouvelle Convention canne fixera les nouveaux rapports entre les acteurs de la filière, le prix d'achat de la canne ainsi que la répartition des aides publiques entre l'industriel et près de 2500 livreurs de canne à sucre. Il est donc plus qu'urgent de lever tous les obstacles à une discussion sereine. Cela signifie savoir précisément ce que rapportent tous les produits de la canne à sucre à La Réunion et

prendre en compte cette donnée pour fixer le prix de la canne à sucre.

La CGPER revendique l'envoi à La Réunion d'une mission d'inspection du ministère de l'Agriculture pour observer en réel le déroulement de la campagne sucrière et pour aller à la rencontre des planteurs concernés par une chute de leurs revenus causés par les variétés cultivées et la formule de calcul du prix.

L'urgence de préparer l'avenir

Depuis 2017, le quota sucrier n'existe plus, et donc la garantie du prix de vente du sucre également. Ce changement structurel ne s'est pas accompagné d'une réforme structurelle basée sur toutes les informations disponibles. Or, il est nécessaire non seulement de discuter de la prochaine Convention canne, mais aussi de l'avenir à plus long terme d'une filière qui procure 18.000 emplois et occupe près de la moitié des terres agricoles. C'est pourquoi une réunion de tous les acteurs concernés par la filière canne s'impose dans les plus brefs délais afin que tous mettent carte sur table et réfléchissent à une stratégie permettant de faire de la canne à sucre l'or vert du développement durable de La Réunion.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Changement climatique : le rapport du GIEC confirme que le capitalisme menace la survie de l'humanité

Le changement climatique est généralisé, rapide et s'intensifie, et certaines tendances sont désormais irréversibles, du moins au cours de la période actuelle, selon le dernier rapport très attendu du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié lundi. La cause de ce changement climatique est connue, elle découle de la pollution de l'atmosphère, principalement par l'Occident depuis plus de 150 ans, en raison du capitalisme qui pousse à la course aux profits à court terme sans préoccupation pour l'environnement.

Le changement climatique induit par l'homme affecte déjà de nombreux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes dans toutes les régions du monde. Les scientifiques observent également des changements dans l'ensemble du système climatique de la Terre ; dans l'atmosphère, dans les océans, la banquise et sur terre.

La preuve est irréfutable : les émissions de gaz à effet de serre étouffent notre planète et mettent des milliards de personnes en danger. Le réchauffement climatique affecte toutes les régions de la Terre, de nombreux changements devenant irréversibles.

Beaucoup de ces changements sont sans précédent, et certains des changements sont en cours maintenant, tandis que d'autres – comme l'élévation continue du niveau de la mer – sont déjà « irréversibles » pendant des siècles voire des millénaires, prévient le rapport.

Mais il est encore temps de limiter le changement climatique, selon les experts du GIEC. Des réductions fortes et soutenues des émis-

sions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'autres gaz à effet de serre pourraient rapidement améliorer la qualité de l'air et, dans 20 à 30 ans, les températures mondiales pourraient se stabiliser.

« Code rouge pour l'humanité »

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré que le rapport du groupe de travail n'était rien de moins qu'« un code rouge pour l'humanité. Les sonnettes d'alarme sont assourdissantes et les preuves sont irréfutables ».

Il a noté que le seuil internationalement convenu de 1,5 degré au-dessus des niveaux préindustriels de réchauffement planétaire était « dangereusement proche. Nous risquons d'atteindre 1,5 degré à court terme. Le seul moyen d'éviter de dépasser ce seuil est de intensifier nos efforts et poursuivre la voie la plus ambitieuse ».

« Des économies inclusives et vertes, la prospérité, un air plus pur et une meilleure santé sont possibles pour tous, si nous répondons à cette crise avec solidarité et courage », a-t-il déclaré.

Le rapport, préparé par 234 scientifiques de 66 pays, souligne que l'influence humaine a réchauffé le climat à un rythme sans précédent depuis au moins 2 000 ans.

En 2019, les concentrations atmosphériques de CO₂ étaient plus élevées qu'à tout moment depuis au moins 2 millions d'années, et les concentrations de méthane et d'oxyde nitreux étaient plus élevées qu'à tout moment au cours des 800 000 dernières années.

La température de surface mondiale a augmenté plus rapidement

depuis 1970 qu'au cours de toute autre période de 50 ans au cours des 2000 dernières années au moins. Par exemple, les températures au cours de la décennie la plus récente (2011-2020) dépassent celles de la période chaude de plusieurs siècles la plus récente, il y a environ 6 500 ans, indique le rapport.

Pendant ce temps, le niveau moyen mondial de la mer a augmenté plus rapidement depuis 1900 qu'au cours de tout siècle précédent au cours des 3 000 dernières années au moins.

Accord de Paris bientôt hors de portée ?

Le document montre que les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines sont responsables d'environ 1,1 °C de réchauffement entre 1850 et 1900, et constate qu'en moyenne au cours des 20 prochaines années, la température mondiale devrait atteindre ou dépasser 1,5 °C de réchauffement.

Les scientifiques du GIEC préviennent que le réchauffement climatique de 2 °C sera dépassé au cours du 21^e siècle. À moins que des réductions rapides et profondes des émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre ne se produisent au cours des prochaines décennies, la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris de 2015 « sera hors de portée ».

Oté

Mi pé mète mon dé grinn sèl dann zot kari

Dsi kossa é dann kossa mi vé mète mon dé grinn sèl d'après zot ? Dsi lo gran sobatkoze demoune l'après fé : dsi lo vakssinasyon obligatoir, dsi lo pass é toute lo tintouin, si lo danzé a vaksiné, é dsi léfikassité pou ète vaksiné. Etsétéra la ké lo ra.

Promyé késtyon é promyé répons : zot i pé dmande amwin si mwin la vaksiné konte lo kovid. Mon répons sé oui. Dézyème késtyon é dézyème répons : astèr zot i pé dmande amwin pou kossa ? Mon répons, mwin la fé pars momandoné téi di si i vaksine lé possib pa gingn bande form grav la maladi si i gingn lo maladi. Troizyème késtyon : si mi kroï san pour san mon rézon sé in bon rézon. Mon répons : mi panss pa san pour san ziss in pti guine. Sirtou dopi bande varyan la pass a l'atak : l'èrla mwin lé ankor moin sir !

Aprés a ni pé poze in séri késtyon-répons : lé valabe vaksiné pou alé krazé dann salon bal, sansa alé oir fime osinonsa bate in voyaz lagréman laba dann la mértropol, rante dann bar pou boir in mantalo, avèye téate. Mon répons pèrsonèl : sa la pa bande répons i bote amwin sirtou si mi panss aprés a viris va fé kass kou dann mon bande sélil konm i pé i di...

In ote késtyon : si mi panss i fo zénéraliz bann roshèrch pou oir si vaksiné lé éfikass é si vaksiné la pa danzéré é si lé pa riskab andikape lavnir limanité. Mi panss i fo fé réèlman pars si i apran dé shoz mi fé konfyanss bande savan-pa bande bézèr d'zèf o la – pou pran lo dovan.

Mézami, ala mon grinn sèl dan l'afèr é mi azoute ziss i vo myé adrèss lo kèr d'moune épi lintélizanss plito k'la pèr é l'intéré.

Justin